

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La présidente déclare la réunion ouverte à 10h15.

Les membres demandent que le point 3.9 soit l'item « Poussières et qualité de l'air dans les villages » et de déplacer « Divers » au point 3.10. Également, ils demandent que le point 8 soit l'item « Rapport annuel 2000-2001 » et que « Varia » et « Date et lieu de la prochaine réunion » deviennent les points 9 et 10 respectivement.

L'ordre du jour est proposé tel que modifié :

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour;
2. Adoption du compte rendu de la 86^e réunion;
3. Affaires découlant de la 86^e réunion et la correspondance :
 - 3.1 Budget, membres et secrétariat;
 - 3.2 Rencontre avec l'administrateur fédéral de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ);
 - 3.3 Révision du règlement sur les matières résiduelles;
 - 3.4 Révision du règlement sur l'eau potable;
 - 3.5 Inventaire et caractérisation des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik;
 - 3.6 Évaluation environnementale de projets en milieu nordique;
 - 3.7 Parc des Pingualuit;
 - 3.8 Projet de stratégie québécoise sur les aires protégées;
 - 3.9 Poussières et qualité de l'air dans les villages;
 - 3.10 Divers.
4. Changements climatiques dans les régions nordiques;
5. Réunion avec le ministre de l'environnement du Québec le 23 février 2001;
6. Prix du CCEK pour l'environnement;
7. Programme Initiatives des écosystèmes nordiques d'Environnement Canada;
8. Rapport annuel 2000-2001;
9. Varia;
10. Date et endroit de la prochaine réunion.

Proposé par : Claude Abel

Secondé par : Hélène LeBlond

Adopté à l'unanimité

2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 86^E RÉUNION

Le Comité demande au secrétaire exécutif de conserver une approche plus formelle, neutre, avec un texte plus synthétique dans le compte rendu des assemblées. Également, les membres demandent d'apporter les corrections suivantes :

- remplacer « MENVIQ » par « MENV » :
- page 4, 3^e paragraphe, deuxième ligne: remplacer « 1 300 » par « 1 457 »;
- page 10, avant-dernier paragraphe, 3^e ligne : remplacer « Kuujjuaq » par « Kuujuarapik » et terminer la phrase à cet endroit.
- page 16, remplacer le 4^e paragraphe par le suivant : « Selon la présidente, si la CQEK va en audience, le CCEK fera connaître sa position au sujet de la limite du parc. Autre point : la décision de la CQEK de tenir une audience parallèle est un irritant pour la population locale : elle est perçue comme un nouveau délai à l'ouverture du parc. »
- page 17, remplacer le 2^e paragraphe par le suivant : « La présidente explique que malgré l'annonce faite par le MENV, les autochtones ne participent pas à la stratégie. Néanmoins, il a le personnel pour procéder à une consultation des communautés. Incessamment, le MENV doit envoyer une lettre à tous les conseils locaux et régionaux. »

Le compte rendu est adopté tel que modifié.

Proposé par : Muncy Novalinga

Secondé par : Michael Barrett

Adopté à l'unanimité

3. AFFAIRES DÉCOULANT DE LA 86^E RÉUNION ET CORRESPONDANCE

3.1 Budget, membres et secrétariat

Le secrétaire exécutif rappelle que le budget supplémentaire demandé pour l'année 2000-2001 a été approuvé le 23 février, selon l'information obtenue à la réunion au MENV. Toutefois, le versement n'est pas encore fait. Des factures sont en souffrance depuis la mi-janvier. Le budget 2001-2002 sera officiellement connu le 30 mars, selon des sources au MENV. Les fonds seront accordés peu de temps après. Selon M. Gilbert Charland, sous-ministre adjoint présent à la réunion du 23 février, le budget estimé s'est largement basé

sur les budgets supplémentaires demandés en fin d'année financière au cours des cinq (5) dernières années. Ce budget sera inscrit dans une entente quinquennale fédérale-provinciale sur le financement du CCEK.

La nomination d'un nouveau représentant du Québec serait en cours, selon Daniel Berrouard, coordonnateur aux affaires autochtones (MENV). Un processus est également en cours au sein de l'ARK pour officialiser la nomination des prochains président et vice-président du CCEK. Du côté fédéral, le secrétaire exécutif a appris que M. Robert Fibich sera de retour à son poste bientôt.

Le secrétariat sera officiellement situé à l'extérieur des locaux du MENV le 1^{er} avril, selon la résolution adoptée le 29 janvier 2001 en appel conférence. Il faut prévoir le déménagement des archives et documents, sur papier comme sur support informatique, ainsi que la diffusion de la nouvelle adresse. Le recrutement d'un secrétaire à temps plein doit être amorcé sous peu. Le budget alloué pour l'année 2001-2002 déterminera du niveau possible d'initiative du CCEK à chacun de ces items.

Un membre estime qu'il faudrait sérieusement considérer une présentation du mémoire du 6 février 2001 au nouveau ministre, M. André Boisclair, et à la sous-ministre, Mme Diane Jean. De même, un sous-comité stratégique serait à considérer pour coordonner ces efforts.

Selon un membre, l'option budget restreint entraînerait l'organisation d'un secrétariat à Kuujuaq avec un secrétaire exécutif à temps partiel, mais exclusif au Comité. Aussi, avec un appui financier provenant du fédéral, il sera possible d'avoir un chercheur à temps partiel à Québec.

Pour un autre membre, il y a une avenue de financement à considérer advenant un budget alloué trop restreint : les compagnies privées. Falconbridge pourrait être un commanditaire. Cette compagnie connaît présentement des problèmes avec les halles à minerai à Katinniq : il serait sensé qu'elle finance un comité qui va passer du temps à examiner ce problème.

Un membre du Comité s'objecte : le CCEK doit conserver son indépendance et c'est pour ça que le financement ne peut provenir que des gouvernements responsables. Aussi, puisque cette compagnie paie déjà des taxes au Nunavik, ce serait à l'ARK de fournir un appui. Mais les initiatives de la compagnie sont encadrées par un comité conjoint impliquant les villages de Salluit et Kangiqsujuaq, uniquement.

Il y a unanimité sur l'indépendance du comité. Un membre suggère de mettre sur pied une fondation du CCEK. Un autre estime que les chances de financer un projet précis du Comité seraient autrement meilleures. Un membre revient à la charge avec la possibilité que Falconbridge appui financièrement le Comité : ce pourrait être un don anonyme. Le comité, la compagnie et les deux villages pourraient accepter cet arrangement. Il faudrait vérifier.

Un membre croit qu'il faut revenir au mémoire, au budget demandé : c'est le meilleur outil pour l'instant. Le secrétaire exécutif souligne que ses occupations pour le temps à venir sont telles (rapport des sites abandonnés, rapport annuel, etc.) qu'il pourra difficilement consacrer davantage que 12.5 heures par semaine au Comité.

Un membre propose (CC-03-01) de reconduire le mandat du secrétaire exécutif pour trois mois et, de même, de maintenir les activités du Comité avec la même adresse postale au cours de cette période.

Proposé par : Michael Barrett
Secondé par : Paule Halley
Adopté à l'unanimité.

Il est convenu qu'un appel conférence sera organisé aussitôt que la nouvelle du budget alloué sera officielle.

3.2 Rencontre avec l'Administrateur fédéral de la CBJNQ

Selon les membres, il n'y a aucune nouvelle ni réaction connue à la suite de la participation de l'Administrateur fédéral à la 86^e réunion.

3.3 Révision du règlement sur les matières résiduelles

Le secrétaire exécutif mentionne qu'il a appris de M. D. Berrouard (MENV) que la réponse du Comité porte le numéro 36. Selon lui, compte tenu de l'ampleur des commentaires, i.e. des changements demandés au projet soumis, il est très probable que ce projet ira à nouveau en examen.

3.4 Révision du règlement sur l'eau potable

Le secrétaire exécutif mentionne que, selon M. D. Berrouard, des négociations ont été entreprises avec les services de santé de l'Abitibi, devant l'avis donné par l'hôpital de

Kuujuuaq de cesser les tests d'analyse d'eau le 31 mars. Il confirme également que le système de test Colilert a été retenu au projet de loi qui sera déposé.

Selon un membre, une rencontre aura lieu la semaine prochaine entre les autorités de l'hôpital et celles des services de santé de l'Abitibi. Dans ce contexte, l'hôpital a accepté de reporter son échéance de deux mois pour mettre fin aux tests. Entre-temps la formation des techniciens de l'ARK au système Colilert va bon train : un des techniciens du Département des ressources renouvelables a terminé sa formation avec succès. La pression exercée par les organismes environnementaux, tel que le CCEK, a eu un impact positif important dans ce dossier. Le Comité reçoit les remerciements de l'ARK. Ce dossier fera l'objet d'un suivi qui sera soumis à la prochaine réunion.

3.5 Inventaire et caractérisation des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik

Le secrétaire exécutif présente le rapport d'étape de février 2001 des auteurs Gérard Duhaime et Robert Comtois : 600 sites potentiels ont été identifiés dont plus des deux tiers par les informateurs des communautés. Des cartes synthèses couvrant le territoire du Nunavik sont présentées. La fin du mois de mai 2001 est l'échéance la plus probable pour le rapport final.

Selon un membre, compte tenu de ces données, des travaux de nettoyage pourront être entrepris dès 2002. Un autre membre tient à souligner qu'il est encore fréquent de se débarrasser des rebuts sur le territoire, comme le font certains Inuit, et même sur la mer : les brise-glaces en laissent parfois sur la glace lors de leur passage.

3.6 Évaluation environnementale de projets en milieu nordique

Il y a eu un rappel le 14 mars adressé à M. François Boulanger concernant la lettre qui lui a été transmise le 20 décembre 2000. Il n'y a pas eu de réponse.

Selon un membre, si l'on considère ce que nous avons reçu jusqu'à maintenant, l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) n'a pas fait beaucoup de travail en rapport avec l'harmonisation de la Loi canadienne d'évaluation environnementale (LCEE) avec la CBJNQ. Il faut vraiment avoir toutes les données faisant état de l'application de la LCEE au Nunavik pour s'en faire une idée : on ne peut pas se contenter des seules informations transmises jusqu'ici sur les projets maritimes. Il faut donc prévoir un autre rappel si nécessaire. Entre-temps, les environmentalistes sont

satisfaits : des évaluations de projets sont réalisées quelque soit la loi qui s'applique. Il sera très intéressant de lire le rapport de la Commission du Nunavik à ce sujet.

3.7 Parc des Pingualuit

Le secrétaire exécutif mentionne que le parc a officiellement été nommé par la Commission de toponymie du Québec. Le toponyme est « parc des Pingualuit ». Le processus de consultation de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK) est soulevé. La présidente précise qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la correspondance, sauf pour accuser réception de la lettre du CQEK reçue récemment. Selon un membre, l'étude d'impact est maintenant complète. Elle sera donc disponible d'ici peu.

3.8 Projet de stratégie québécoise sur les aires protégées

Le CCEK a écrit pour être présent à la fin de la phase de consultation. Du côté de l'ARK, l'implication a été constante jusqu'ici.

3.9 Poussières et qualité de l'air dans les villages

Un membre précise que le financement manque afin que le projet de pavage des rues de Kuujuarapik et Whapmagoostui soit un jour réalité. Le goudron disponible sur place est dans des barils abandonnés depuis 25 ans, enfouis dans le sol. Par ailleurs, dans les projets de construction les plus récents au Nunavik, les nouvelles maisons sont plus proches les unes des autres afin de limiter la poussière aérienne.

3.10 Divers

Un organigramme présentant le MENV est distribué aux membres.

4. CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES RÉGIONS NORDIQUES

Un membre a assisté à une réunion tenue récemment à Whitehorse, au Yukon, sur ce thème. Des représentants des différents pays nordiques étaient présents. Le principal constat est que le Nord de la planète est la première zone où des changements climatiques dûs au réchauffement sont attestés hors de tout doute— absence de glace dans certaines régions, érosion des rives plus importante, changements dans la végétation, réduction de la glace polaire de 3% par an, etc. En conclusion : le Nord se réchauffe très rapidement, beaucoup plus que dans les autres parties du monde. Au Nunavik cela pourrait se traduire

bientôt par une hausse des avalanches, des feux de forêts, etc. La dépollution et la production d'énergie douce sont donc au cœur de la solution.

Un membre mentionne qu'au Danemark, près de 20% de l'énergie est aujourd'hui éolienne. L'ARK envisage sérieusement cette voie en remplacement des centrales d'Hydro-Québec dans les villages. Le secrétaire exécutif mentionne que la nouvelle a été diffusée récemment que le ministre Brassard défend la primauté des petites centrales hydroélectriques sur la production de l'énergie éolienne.

Il y a unanimité des membres sur l'importance à accorder aux changements climatiques. Il est suggéré que le Comité produise un état de l'environnement au Nunavik au terme de son plan d'action triennal. Le modèle du Yukon sera à considérer. Les membres parlent de la vision marchande qui prévaut chez les Américains à ce sujet en évoquant le panache de fumée de plus en plus important qui s'abat sur l'Ontario, le Québec et le Nord du Canada. Il est également question de la position du gouvernement fédéral, jugée par plusieurs membres comme étant favorable aux Américains.

Le secrétaire exécutif suggère d'inviter le directeur du Centre d'études nordiques de l'Université Laval à une prochaine réunion pour connaître mieux les effets observables au Nunavik, aujourd'hui.

5. RÉUNION AVEC LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC LE 23 FÉVRIER 2001

Le secrétaire exécutif fait un résumé succinct de la rencontre. Les membres ont référé au compte rendu de la rencontre tenue au cabinet du ministre en présence de ses représentants.

Les membres confirment à nouveau la nécessité d'organiser une rencontre dans les meilleurs délais avec le nouveau ministre du MENV, M. André Boisclair. En plus de transmettre plusieurs copies au ministre, il faut assurer la diffusion du mémoire aux échelons inférieures impliqués dans le financement du Comité. Aussi, il faut transmettre copie de l'invitation au ministre du MENV et, du mémoire, à l'Administrateur fédéral et aux échelons inférieurs à son service qui sont également impliqués.

6. PRIX DU CCEK POUR L'ENVIRONNEMENT

L'attribution du Prix à la communauté d'Inukjuak a été reportée indéfiniment suite à une vérification conditionnelle effectuée par un des membres : le centre de recyclage est

aujourd'hui à l'abandon. Un membre propose (CC-03-02) de renverser la décision, soit d'annuler la résolution adoptée plus tôt à la fin de décembre 2000 à ce sujet.

Proposé par : Hélène LeBlond

Secondé par : Claude Abel

Adopté à l'unanimité.

Le Comité désire mieux définir le concept de cette récompense. Il est proposé de développer deux avenues, soit un concours auprès des écoles du Nunavik, d'une part, soit un prix annuel spécial pour un individu ou un groupe qui a produit une innovation dans le domaine, d'autre part. Des posters expliquant le concept du prix et la façon de s'inscrire seraient affichés dans les écoles et les lieux publics. Le secrétaire exécutif est chargé de soumettre une ébauche dès que possible.

7 . PROGRAMME « INITIATIVES DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES »
D'ENVIRONNEMENT CANADA

Le secrétaire exécutif fait état des réalisations récentes et réunions auxquelles il a participé en tant qu'employé de l'Université Laval, notamment en relation avec les sites abandonnés d'exploration minière. Il rappelle la disponibilité d'un document présentant les résultats des travaux de consultation des dernières années.

8. RAPPORT ANNUEL 2000-2001

Les travaux sont en cours. Les membres souhaitent que le mémoire du CCEK du 6 février soit annexé mais épuré des données d'évaluation budgétaire. Un résumé en inuttitut est à prévoir, au maximum douze (12) pages.

9. VARIA

Aucun.

10. DATE ET ENDROIT DE LA PROCHAINE RÉUNION

La prochaine réunion aura lieu à Kuujuaq à une date à être fixée au prochain appel conférence.

Robert Comtois .

Robert Comtois
Secrétaire exécutif par intérim

28 juin 2001

1. CALL TO ORDER AND ADOPTION OF AGENDA

The Chairperson called the meeting to order at 10:15 a.m.

The members asked to change the agenda to make "Dust and air quality in villages" item 3.9, "Miscellaneous" item 3.10, "Annual Report 2000-2001" item 8, "Varia" item 9 and "Date and place of next meeting" item 10.

It was moved that the agenda be adopted with the requested changes:

1. Call to order and adoption of agenda
2. Approval of minutes of the 86th meeting
3. Business arising from the 86th meeting and correspondence
 - 3.1 Budget, membership and secretariat
 - 3.2 Meeting with the Federal Administrator of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA)
 - 3.3. Review of the Regulation respecting the elimination of residual materials
 - 3.4 Review of the Regulation respecting the quality of drinking water
 - 3.5 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik
 - 3.6 Environmental assessment of development projects in the North
 - 3.7 Pingualuit Park
 - 3.8 Québec's proposed strategy for protected areas
 - 3.9 Dust and air quality in villages
 - 3.10 Miscellaneous
4. Climate change in the North
5. February 23 meeting with the Minister of the Environment
6. KEAC environment award
7. Environment Canada Northern Ecosystem Initiative
8. 2000-2001 Annual Report
9. Other business
10. Date and place of next meeting

Moved by: Paule Halley

Seconded by: Yves Désilets

The motion passed unanimously.

2. APPROVAL OF MINUTES OF THE 86th MEETING

The Committee asked the Executive Secretary to stick to a more formal and neutral approach in drafting the minutes, with greater summarization of meeting discussions. The members also requested the following changes to the 86th meeting minutes:

- Change "MENVIQ" to "MENV."
- Page 4, second to last paragraph, line 2, change "1300" to "1457."
- Page 11, paragraph 3, line 3, change "Kuujjuaq" to "Kuujuarapik."
- Page 16, change last paragraph to read: "As far as the Chairperson is concerned, if the KEQC holds a hearing, the KEAC will make its position known then. Moreover, the KEQC's decision as to whether or not it will be holding hearings is annoying for the local population, which sees it as yet another delay in the park's opening."
- Page 17, change the last paragraph to read: "The Chairperson explained that, despite what MENV announced, no Aboriginal organization are involved in the strategy. However, MENV is willing to consult Aboriginal communities. MENV should be sending a letter to all local and regional organizations shortly."

The minutes were approved with the requested changes.

Moved by: Muncy Novalinga

Seconded by: Michael Barrett

The motion passed unanimously.

3. BUSINESS ARISING FROM THE 86th MEETING AND CORRESPONDENCE

3.1 Budget, membership and secretariat

The Secretary told the members that, according to the information received during the meeting with MENV, the supplementary budget requested for fiscal 2000-2001 was approved on February 23. The money has not been received yet, however, and bills have been overdue since mid-January. According to MENV sources, the budget allocated for 2001-2002 will be officially announced on March 30, and the funds will

be transferred shortly thereafter. According to Assistant Deputy Minister Gilbert Charland, who was present at the February 23 meeting, the budget estimate was determined largely on the basis of the supplementary budgets requested at the end of each of the past five (5) fiscal years. This budget will be covered by a five-year federal-provincial agreement regarding KEAC financing.

Daniel Berrouard, native affairs coordinator at MENV, told the members that Québec is in the process of appointing a new member to the KEAC. The KRG is also in the process of officially appointing the next Chairperson and Vice-Chairperson. As for the federal party, the Executive Secretary learned that Robert Fibich will be back soon.

As of April 1, the secretariat will officially have its own office outside MENV, in keeping with the resolution passed during the conference call on January 29, 2001. All KEAC records and documents, both computerized and in print, will have to be moved, and change of address notices, sent out. Steps to hire a full-time secretary should be initiated soon. The initiative taken by the KEAC in both of these regards will depend on the budget allocated for 2001-2002.

A member feels that the KEAC should seriously consider submitting the brief dated February 6, 2001, to the new minister, André Boisclair, as well as to Deputy Minister Diane Jean. We should also consider setting up a strategic subcommittee to coordinate these efforts.

Another member said that if the budget is cut, the secretariat should still be located in Kuujuaq with a part-time executive secretary, although the secretary would work only for the KEAC. Funding from the federal government would enable the KEAC to hire a part-time researcher in Québec City.

Yet another member suggested that we consider looking to the private sector for funding if the budget allocated by the governments is too small. Falconbridge, for example, could be a sponsor. The company is currently facing problems with its ore dumps in Katinniq, so it would make sense for it to finance a committee that's going to study the issue.

A member disagreed, saying that the KEAC must remain independent, which is why it can only be funded by the responsible governments. Besides, since Falconbridge already pays taxes in Nunavik, funding should come from the KRG. But the company's projects are overseen by a joint committee on which only the villages of Salluit and Kangiqsujuaq are represented.

Everyone agreed on the need for the KEAC to remain independent. A member suggested setting up a foundation in the KEAC's name. Someone else said it would be easier to obtain funding on a special project basis. Another member came back to the idea of obtaining financial support from Falconbridge, saying that the company could make an anonymous donation. The KEAC, Falconbridge and the two villages might approve this arrangement. This will have to be checked.

A member thinks that we should stick to the brief and the requested budget, as they are still the best means we have. The Executive Secretary pointed out that with everything he has to do for the next while (report on abandoned sites, annual report, etc.), it will be very hard for him to devote more than 12.5 hours per week to the KEAC.

A member moved (CC-03-01) that the Executive Secretary's mandate be renewed for three months and that the KEAC's mailing address stay the same during this period.

Moved by: Michael Barrett

Seconded by: Paule Halley

The motion passed unanimously.

It was agreed to hold a conference call as soon as the 2001-2002 budget is officially announced.

3.2 Meeting with the federal administrator of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA)

According to the members, there has been no new developments or reaction since the Federal Administrator attended the 86th meeting.

3.3 Review of the Regulation respecting the elimination of residual materials

The Executive Secretary told the members that Daniel Berrouard (MENV) had informed him that the KEAC's document is the 36th to have been received and that given the extent of the comments, i.e. the requested amendments to the text, the draft legislation will likely undergo another review.

3.4 Review of the Regulation respecting the quality of drinking water

The Executive Secretary said that, according to Daniel Berrouard (MENV), negotiations were entered into with the health services in Abitibi following a recommendation by the hospital to stop analyzing water on March 31. He also confirmed that the Colilert system is approved under the draft legislation.

A member said that hospital and Abitibi health services officials will be meeting next week. The hospital has agreed to extend the deadline for ending water analysis by two months. In the meantime, the training of KRG technicians in the Colilert system is going well: a technician from the renewable resources department has successfully completed his training. Pressure from environmental groups such as the KEAC had a major impact on this issue. The KRG has thanked the Committee for its efforts. Follow-up will be provided at the next meeting.

3.5 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik

The Executive Secretary presented the February 2001 progress report prepared by Gérard Duhaime and Robert Comtois: 600 potential sites have been identified, over two thirds of which were identified by community informers. The members were shown synthesis maps of Nunavik. The final report will most likely be ready at the end of May.

A member said that, based on this information, cleanup could begin in 2002. Another member pointed out that people, including some Inuit, continue to abandon waste in the territory and even in the ocean: icebreakers sometimes drop their garbage on the ice as they pass by.

3.6 Environmental assessment of development projects in the North

The KEAC wrote to François Boulanger on March 14 to remind him of the information requested in its letter of December 20, 2000. There has been no reply.

In the opinion of one member, going by the information received thus far, the Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA) has not done much to harmonize the Canadian Environmental Assessment Act with the JBNQA. We need to have all of the available information on the Act's application in Nunavik: relying solely on the information received to date on the marine infrastructure projects does not provide an accurate picture. If necessary, another letter will have to be sent to Mr. Boulanger to

remind him of the importance of supplying us with this information. In the meantime, environmentalists are satisfied: projects are assessed regardless of under which legislation. It will be interesting to see what the Nunavik Commission report has to say on the matter.

3.7 Pingualuit Park

The Executive Secretary informed the members that the Commission de toponymie du Québec has officially named the park "parc des Pingualuit." The Kativik Environmental Quality Commission's consultation procedure was brought up. The Chairperson said there is no need to follow up on correspondence, except to acknowledge receipt of the KEQC's recent letter. A member said that the impact statement for the park has been completed and will be available for consultation shortly.

3.8 Québec's proposed strategy for protected areas

The KEAC wrote to ask to be present at the end of the consultation phase. So far, the KRG has been involved in every step.

3.9 Dust and air quality in villages

A member told the participants that the money needed to pave roads in Kuujjuarapik and Whapmagoostui is not available. The existing tar is contained in underground barrels that have been abandoned for the past 25 years. Also, the new houses going up in Nunavik are being built closer together in order to reduce air-borne dust.

3.10 Miscellaneous

A copy of MENV's organizational chart was distributed to the members.

4. CLIMATE CHANGE IN THE NORTH

One of the members recently attended a summit on climate change held in Whitehorse, Yukon, which brought together delegates from various Nordic countries. The principal finding is that the northern parts of the planet are the first to feel the effects of climate change resulting from global warming—lack of ice in certain areas, increased shoreline erosion, changes in vegetation, 3% loss of polar ice per year, etc. Conclusion: the North is warming much faster than other parts of the world. For Nunavik, this could

soon mean an increase in avalanches, forest fires, etc. The solution lies mainly in pollution abatement and soft energy production.

A member said that in Denmark wind power accounts for 20% of total energy production. The KRG is seriously considering using wind power in place of Hydro-Québec generating stations in northern villages. The Executive Secretary shared the recent news that the Natural Resources Minister Jacques Brassard favours small hydroelectric generating stations over wind energy.

The members unanimously agreed on the importance to be given to climate change. It was suggested that the KEAC produce a state of the environment report for Nunavik at the end of its three-year action plan. The Yukon model could be used. The members discussed the market view taken by Americans with regard to this issue, citing the increasingly larger smoke plume hovering over Ontario, Québec and Canada's North. The members also discussed the Government of Canada's position, which several members feel favours Americans.

The Executive Secretary suggested inviting the director of the Centre d'études nordiques at Université Laval to a future KEAC meeting to learn more about the observable effects in Nunavik today.

5. FEBRUARY 23 MEETING WITH THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

The Executive Secretary presented the highlights of the meeting. The members referred to the Minutes of the meeting that was held with the representatives delegated by the Minister's Office.

The members reasserted the need to schedule a meeting with the new Minister, André Boisclair, as soon as possible. In addition to giving the Minister several copies of the brief, the KEAC should send copies to the lower levels involved in its financing. Copies of the brief and of the invitation sent to the Environment Minister should also be sent to the Federal Administrator and to the lower levels concerned.

6. KEAC ENVIRONMENT AWARD

The KEAC environment award was to have been attributed to the community of Inukjuak on the condition that the recycling initiative was still running successfully. Upon verification by one of the members, it was learned that the recycling depot has

been abandoned. Consequently, a member moved (CC-03-02) that the decision be overturned by cancelling the resolution passed in late December 2000.

Moved by: Hélène LeBlond

Seconded by: Claude Abel

The motion passed unanimously.

The KEAC wants to refine the award concept. Two proposals are to be developed: a school competition in the territory of Nunavik and a special annual award to be attributed to an individual or a group that has innovated in the area of the environment. Posters explaining the award and how to enter could be put up in schools and public places. The Executive Secretary was mandated to submit a proposal as soon as possible.

7. ENVIRONMENT CANADA NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

The Executive Secretary went over the recent achievements and meetings he has participated in as an employee of Université Laval, particularly in relation to abandoned mining exploration sites. He reiterated that a document presenting the outcome of consultation activities carried out in the past few years is available.

8. 2000-2001 ANNUAL REPORT

Preparation of the annual report is under way. The members would like to see the brief dated February 6 appended to the annual report, minus the information related to assessed budget needs. A summary in Inuttitut, no longer than twelve (12) pages, should be provided.

9. OTHER BUSINESS

None.

10. DATE AND PLACE OF NEXT MEETING

The KEAC will hold its next meeting in Kuujjuaq. The date will be decided during the next conference call.

Robert Comtois

Robert Comtois
Interim Executive Secretary

June 28, 2001